

LA VÉRITABLE PORTÉE DE L'AFFAIRE *FAREWELL*

A l'occasion de la sortie (prochaine) du film de Christian Carion, des commentaires dithyrambiques se multiplient sur l'opération de contre-espionnage conduite par la DST au début des années 1980, dont l'une des conséquences fut l'expulsion de France, en 1983, de 47 membres des services soviétiques.

En 1981, Vladimir Vetrov, officier supérieur du KGB en révolte contre le système soviétique, offre ses services à la DST. Il a été en poste à Paris de 1965 à 1970 et en garde une certaine affection pour notre pays. Pendant plus d'un an, sous le nom de code de *Farewell*, il renseigne le contre-espionnage français depuis Moscou, remettant près de 3 000 documents d'une grande importance sur l'ampleur de l'espionnage communiste en Occident. Vetrov transmet notamment à la DST plus de 400 noms de membres des services soviétiques opérant en France et à l'étranger. Le contre-espionnage français communique son incroyable moisson aux services américains qui en confirment l'importance et prennent conscience des développements de l'espionnage technologique soviétique sur leur propre sol.

Arrêté par le KGB, pour le crime de sa maîtresse, Vetrov sera démasqué – les conditions de sa « confession » restent obscures -, jugé et exécuté en 1983.

Cette opération est indéniablement le plus grand succès du contre-espionnage français de la Guerre froide et mérite d'être saluée. Mais elle n'est pas - notre fierté nationale dut-elle en souffrir - le plus grand succès occidental dans la lutte contre le KGB. Gardons-nous de faire de cette « classique » affaire de renseignement un exploit inégalé, voire l'une des causes de la chute de l'URSS. Pour cela, il est indispensable de replacer l'opération *Farewell* dans le contexte des grandes affaires de renseignement.

Une technique particulière

L'opération *Farewell* relève de ce que les spécialistes appellent le contre-espionnage offensif, c'est-à-dire cette partie du métier qui a pour but, non pas d'identifier et de démanteler les réseaux adverses sur notre territoire – mission traditionnelle de la DST – mais de s'infiltrer au cœur même des services adverses, dans le département qui, depuis Moscou, pilote les opérations de renseignement en France et connaît donc l'ensemble des agents recrutés à cet effet. Il s'agit en résumé d'espionner les espions chez eux.

C'est une mission périlleuse, toujours clandestine, qui se déroule à l'étranger. Dans tous les pays occidentaux, elle relève du service de renseignement extérieur (CIA, MI 6, DGSE), chargé des opérations clandestines à l'étranger, et non de l'agence de sécurité intérieure (FBI, MI 5, DST), seulement responsable de la lutte sur le territoire national, dans le cadre de la loi.

En déclenchant cette opération, la DST est ainsi sortie de son rôle. Elle aurait du,

logiquement, transmettre le dossier au SDECE¹, en charge de ce type de mission. Les raisons de ce choix, validé par les autorités politiques de l'époque, sont multiples (rivalités interservices, surveillance étroite du poste du SDECE à Moscou par le contre-espionnage soviétique, soupçons d'infiltration de ce service par le KGB, etc.), toutes n'étant pas infondées. Ne disposant pas d'une infrastructure clandestine leur permettant d'opérer à l'étranger, les policiers français firent alors appel au représentant de Thomson-CSF en URSS, ainsi qu'à un attaché militaire et à son épouse, afin d'assurer la reproduction et l'acheminement des renseignements transmis par Vetrov.

L'opération fut conduite dans le plus grand secret au sein même de la DST - ses responsables craignirent longtemps une manœuvre d'intoxication, discipline dans laquelle les Soviétiques étaient experts - et connut la réussite que l'on sait. Il convient toutefois de relativiser ce succès, en rappelant trois faits :

- c'est la seule grande affaire réussie par les services français derrière le rideau de fer durant toute la Guerre froide ;
- Vetrov est venu vers nous de sa propre initiative, ce ne sont pas nos services qui l'ont recruté et conduit à travailler à notre profit. Comme l'a dit Constantin Melnik : « *La DST a été la première étonnée de pêcher un si gros poisson dans des filets qu'elle n'avait pas tendus...* » ;
- les Américains ont connu des succès d'une portée incomparablement supérieure dans la connaissance de l'espionnage soviétique, qu'elles qu'aient été les déclarations de leurs dirigeants politiques au sujet de *Farewell*.

En effet, la CIA disposait en la personne de Poliakov - officier du GRU, le renseignement militaire soviétique - d'une source beaucoup plus importante, probablement la plus « productive » de la Guerre froide. Poliakov renseigna les Américains de 1962 à 1987, leur transmettant pendant 25 ans tous les secrets de l'Armée rouge. Comparativement, *Farewell* n'a « produit » que pendant une année. Certes, ce qu'il a révélé était important, mais les objectifs des services soviétiques en matière d'espionnage scientifique et technique étaient déjà connus des Occidentaux depuis les révélations de Penkowsky - un transfuge du KGB - en 1961. Vetrov les a utilement complétés.

Par ailleurs, les rencontres organisées entre anciens adversaires depuis la fin de la Guerre froide ont permis de recueillir l'avis du KGB sur cette affaire. Les hommes du renseignement soviétique reconnaissent ne jamais avoir soupçonné Vetrov et considèrent que la DST a réussi en cette occasion un « beau coup ». Toutefois, ils considèrent que cette affaire a été un travail d'amateur et que sa gestion par des professionnels aurait conduit à une exploitation plus longue de la source.

Les retombées de l'affaire Farewell

Les conséquences de cette affaire ont été en réalité davantage politiques qu'opérationnelles. Au-delà du démantèlement des réseaux d'espionnage soviétique en France, le succès de la DST a surtout permis de préserver la confiance dans les relations franco-américaines suite à l'arrivée de la gauche au pouvoir et à la présence de ministres communistes au gouvernement.

Paradoxalement, le président Mitterrand demeurait persuadé que l'affaire *Farewell* n'était qu'une manipulation américaine pour assurer l'ancrage de la France dans l'OTAN. Il entra dans une colère profonde lorsque le journaliste Edwy Plenel

¹ Service de documentation extérieure et de contre-espionnage. Ancienne dénomination de la DGSE avant 1982.

publia, en 1985, le récit de l'opération dans *Le Monde*, suite à des entretiens avec un directeur de la DST. Mitterand était persuadé que Plenel était un agent américain et le fit mettre sur écoutes par une cellule rattachée directement à l'Elysée, qui allait devenir tristement célèbre.

Eric Denécé

Directeur du Centre Français de Recherche sur le Renseignement (CF2R).
Dernier ouvrage paru : *Renseignement, médias et démocratie* (Ellipses, 2009).

Etienne de Montéty
Alexis Lacroix
Le Figaro
Rubrique Opinions
37 rue du Louvre
75 002 Paris
01 57 08 50 00
alexis.lacroix@lefigaro.fr
edemontety@lefigaro.fr